

La directrice des établissements pénitentiaires alerte : "Un drame silencieux se joue au quotidien dans nos prisons : quand est-ce que cela va craquer ?"

Aucune mesure n'a été prise depuis l'été pour faire retomber la surpopulation carcérale. "Nos appels à l'aide ne sont pas pris au sérieux", lance **Mathilde Steenbergen**. Elle exhorte le gouvernement Arizona à enfin agir. "Il y a urgence."

Nicolas Gobiet Journaliste au service Belgique



Annick Hovine Journaliste

Directrice générale des établissements pénitentiaires, Mathilde Steenbergen ne comprend pas pourquoi le gouvernement Arizona (N-VA, MR, CD & V, Les Engagés et Vooruit) ne bouge pas depuis des mois. La situation derrière les barreaux est devenue très dangereuse pour le personnel, comme pour la sécurité.

Que faut-il faire, en urgence, pour que la population carcérale retombe à un niveau acceptable ?

L'urgence se situe à deux niveaux. On a beaucoup de difficultés à recruter du personnel. Les procédures d'embauche sont lentes et complexes. Notre cadre est rempli à 95 %, mais il est calculé sur la capacité d'accueil et pas sur la population qui se trouve en prison. Il faut donc le revoir mais tout d'abord nous donner les moyens pour remplir les cadres actuels. On n'a juste pas assez de bras pour tout faire. Cela pose de réels problèmes sur le terrain. Le deuxième défi, c'est la surpopulation. À court terme, la seule solution, c'est de prendre des mesures d'urgence pour diminuer le nombre de détenus.

À lire aussi

"Tout le monde pense que la justice est laxiste et qu'il y a beaucoup d'impunité en Belgique, mais ce n'est pas vrai !"

Quels détenus pourrait-on relâcher, sans porter atteinte à la sécurité publique ?

Si je me base sur mon analyse de terrain, je dirais qu'on a plein de gens, dans différents statuts – prévenus, internés ou condamnés- qui sont ou restent dans nos prisons, pas parce qu'ils représentent un danger pour la société mais parce qu'il n'y a pas de solution adaptée pour eux à l'extérieur. On est d'accord : tous les internés doivent quitter la prison. Parce qu'il y a un manque en matière de soins et d'hébergements adaptés, des centaines d'entre eux restent incarcérés. Leur détention coûte très cher, nous prend beaucoup d'énergie et entretient la surpopulation alors que les risques sont limités. On laisse ces gens en prison par manque d'offres de prise en charge à l'extérieur. Cela ne va pas.

Les condamnés restent, eux, plus longtemps incarcérés. Pourquoi ?

Tout le monde pense qu'après un tiers de sa peine, un détenu est libéré d'office. Or, ces libérations se font sous strictes conditions. Seule une maigre portion de condamnés sortent vraiment à l'issue de ce délai. Les autres, une majorité, restent plus longtemps. La moitié des condamnés purgent même toute leur peine. Pourquoi ne parviennent-ils pas à quitter la prison ? Parce qu'ils n'ont pas trouvé de place dans un service qui traite les

assuétudes, parce qu'ils n'ont pas de logement, pas de travail... Et pas parce qu'ils représentent un grand danger ou qu'il ne veulent pas se réinsérer. Mais on ne leur en donne pas la possibilité.

C'est compliqué de se réinsérer après une incarcération ?

En fait, pour être libérés, on demande à nos détenus d'être parfaits dans un monde qui est imparfait. Il n'y a pas de travail pour tout le monde, il y a un manque de soins de santé, des listes d'attente interminables pour un logement social... Seule une minorité de détenus vont à fond de peine parce qu'ils ne veulent pas se réintégrer. Les autres sont certes coupables de ce qu'ils ont fait, mais s'ils restent en prison, ce n'est pas de leur faute : on ne leur donne pas de nouvelle chance. Sans soutien à l'extérieur, c'est très difficile et cela augmente le risque de récidive. Mais le danger est bien plus élevé de laisser ces personnes derrière les barreaux, où la surpopulation crée de la récidive, de la colère et de la frustration.

À lire aussi

Et si on utilisait le milliard de la justice pour vider les prisons? "En plus d'être inhumain et inefficace, le système carcéral coûte cher"

Vous dites que les prisons sont remplies de personnes vulnérables.

Je ne veux pas minimiser : elles doivent être punies pour les faits commis. Le problème reste : on n'aide pas les détenus qui veulent changer de trajectoire. En prison, on voudrait travailler avec eux, mais on n'y parvient pas à cause de la surpopulation. Et après l'incarcération, il n'existe pas d'offre suffisante de soins et d'accompagnement. Tous les experts confirment qu'on doit investir dans ce domaine pour éviter la récidive. Pourquoi ne pas les écouter ?

Y a-t-il d'autres profils de personnes actuellement en prison et qui n'ont rien à y faire ?

Oui. J'en suis convaincue. Je pense aux jeunes primo-délinquants avec des assuétudes. On devrait pouvoir leur proposer davantage de places de traitement et, au minimum, leur donner cette alternative à la prison. Je pense aussi à certains faits de roulage comme le défaut d'assurances. Je comprends le problème mais la solution n'est pas la prison.

Et les détenus sans droit de séjour ?

C'est le groupe le plus difficile parce qu'on n'a pas de vraie solution. S'ils ont commis des infractions, c'est logique qu'ils soient punis comme les autres citoyens. Mais on constate quand même dans les chiffres que la durée de détention est toujours plus longue que la moyenne pour les étrangers sans droit au séjour. Je le comprends parce que le risque de récidive est plus élevé. Mais qu'ils restent en préventive un mois ou trois mois, ça change quoi ? À la sortie de prison, on fait quoi avec ceux qui n'ont pas de droit de séjour et qu'on ne peut pas rapatrier ? Actuellement, on fait la politique d'autruche, comme si ces personnes n'existaient pas. Cela coûte énormément d'argent, tout en entraînant des risques importants pour la sécurité. Ne faudrait-il pas réfléchir à des alternatives ? Je ne dis pas que c'est simple.

« Si les prisons craquent, cela posera des problèmes de sécurité pour toute la population. Pourtant, nous ne sommes pas pris au sérieux. Cette indifférence me bouleverse à un point tel que je ne parviens pas à dormir la nuit. Je me sens totalement impuissante. Alors que doit-on faire de plus pour être entendus ? Des actions toutes les semaines ? Ou faut-il attendre un incident avec un membre du personnel comme victime pour obtenir une réaction ? »

Mathilde Steenbergen, directrice générale des établissements pénitentiaires.

Les actions se multiplient jusqu'à une protestation inédite de tous les directeurs de prison. Et pourtant, le politique ne bouge pas. Pourquoi ?

Je ne me l'explique pas. L'ensemble des directeurs avec leur personnel et les comités de direction se sont unis d'une seule voix. Notre revendication est simple : nous voulons faire notre travail correctement. Nous ne réclamons rien pour notre statut. Nous voulons juste survivre parce que si les prisons craquent, cela posera des problèmes de sécurité pour toute la population. Pourtant, nous ne sommes pas pris au sérieux. Cette indifférence me bouleverse à un point tel que je ne parviens pas à dormir la nuit. Je me sens totalement impuissante. Alors que doit-on faire de plus pour être entendus ? Des actions toutes les semaines ? Ou faut-il attendre un incident avec un membre du personnel comme victime pour obtenir une réaction ?